



## **Service public d'orientation tout au long de la vie : un trompe l'œil !**

Le service public d'orientation tout au long de la vie se met en place dans la précipitation et sous le signe de l'autoritarisme. Plus les procédures de labellisation avancent sur le terrain, plus les objectifs et les méthodes véritables de ce gouvernement, apparaissent au grand jour.

Le SPO était censé apporter une meilleure accessibilité au public en recherche d'information et de conseils sur leur orientation. Pourtant le DIO reconnaît que les fermetures de CIO, premier réseau public de proximité auprès des jeunes et de leurs parents, vont effectivement se traduire, pour ceux-ci, par des déplacements plus importants. Pourquoi commencer par détruire le seul service public existant ?

Le SPO ne devait pas être assimilé à un « guichet unique ». Mais partout sur le territoire, les Cités des Métiers, les Maisons de l'emploi et de la formation, cherchent, avec l'aval du DIO et le soutien des préfets, à se placer au cœur du SPO. Même quand elles sont très excentrées géographiquement, voir virtuelles, comme en Alsace, elles sont désignées comme pilotes et porteuses du SPO local. Ces structures associatives fonctionnent en « guichet unique » grâce aux moyens des opérateurs publics. La signature de conventions augmenterait les moyens mis à leur disposition, alors que le SPO s'organise à moyens constants. Qui en subira le préjudice ?

Le SPO était présenté comme un moyen de mettre en synergie les spécificités des structures existantes et non de les gommer. Pourtant le DIO déclare que désormais les missions des CIO sont « au cœur des territoires et non auprès des établissements scolaires ». Quel intérêt pour les élèves ?

Le SPO était supposé renforcer le service public. Or, de multiples associations et organismes se mettent sur les rangs pour obtenir un label qui leur permettra d'intervenir directement auprès des élèves, des jeunes adultes et des adultes sans aucune vérification de leurs qualifications. Qui va en supporter les conséquences ?

Le SPO devait être le résultat du dialogue social au sein des CCREFP. Or, Ces instances sont en passe de devenir, des chambres d'enregistrement des dossiers soutenus par les préfets et présentés dans l'urgence

**Le SNES( FSU), la CGT Educ'action et SUD Education on décidé d'appeler les conseillers d'orientation psychologues et les directeurs de CIO à se réunir en assemblées générales, dès le retour des congés, afin de débattre du contenu des dossiers de labellisation, d'en dénoncer les risques et de porter ensemble leurs revendications.**

**Des délégations de chaque académie se retrouveront à Paris, le 29 Mars, pour échanger sur la situation et les actions engagées et exprimer, en direction du MEN et du gouvernement, leur volonté de défendre le Service public d'orientation de l'EN, leur métier et l'existence des CIO, au sein de l'Education Nationale.**